

● Depuis le Lambermont, le Premier ministre Charles Michel (MR) est revenu pour "La Libre" sur la chaude actualité politique des derniers jours : manifestation nationale, taxation du capital...

● Il garde la porte ouverte vis-à-vis des syndicats mais aussi vis-à-vis des éventuelles propositions hors accord de gouvernement de ses partenaires de la majorité "suédoise".

# “Je ne vais pas me laisser imposer un agenda sur la fiscalité”

## “Je suis le garant de l'accord de gouvernement”

Entretien **Frédéric Chardon et Vincent Rocour**

**Le débat s'est ouvert : va-t-on vers une taxation sur la fortune ?**

L'accord de gouvernement comprend des décisions claires concernant la fiscalité portant sur d'autres revenus que le travail. Des décisions passées trop inaperçues à mes yeux. On va doubler la taxe de bourse, on va renforcer la fiscalité sur les banques, et on n'a pas attendu le Luxleaks pour mettre en place une fiscalité sur les constructions juridiques à l'étranger – plus connue en Flandre sous les vocables "Kaaimantaks" ou "doorkijktaks". Nous avons une réelle volonté de combattre la fraude fiscale. Au total, ces mesures doivent rapporter 1 milliard.

**Le CD&V réclame une taxe sur les plus-values boursières. Quelle est votre position ?**

Je ne vais pas me laisser imposer un agenda. L'agenda, c'est la mise en œuvre de l'accord de gouvernement validé par une majorité au Parlement. Depuis un mois, nous avons déjà beaucoup travaillé. Comme Premier ministre, je suis le garant de cet accord. Si un débat doit être mené sur sa mise en œuvre, il doit l'être au sein du Conseil des ministres. Et après cela seulement, nous communiquerons.

**Allez-vous rester sourd à la recommandation de l'OCDE qui invite la Belgique à taxer les plus values boursières ?**

La même institution recommande aussi d'augmenter la TVA. Vous êtes d'accord pour cela ?

**Vous fermez la porte ?**

Dans un système politique comme le nôtre, avec des gouvernements de coalition, chacun peut amener les préoccupations qui sont les siennes à la table du Conseil des ministres. Mais il faut que les quatre partenaires soient d'accord pour mettre en œuvre les décisions. On a déjà eu des débats politiques sur la fiscalité durant la négociation de l'accord de gouvernement. Et nous en aurons encore là-dessus au cours de la législature. Mais, et c'est une règle de base, ce qu'il faut d'abord, c'est un accord entre les partis de la majorité.

**Vous dites vouloir respecter l'accord gouvernemental mais en même temps vous avancez qu'il y a encore une marge de négociation. Ce n'est pas paradoxal ?**

Dans la mise en place d'un accord de gouvernement, il y a toujours une marge de discussion. Quand on parle par exemple d'une "doorkijktaks", c'est un cadre qui est défini, un périmètre. Mais les dispositions doivent encore être prises.

**Dans l'accord de gouvernement, il est question d'un glissement de la fiscalité sur le travail vers d'autres for-**

**mes de fiscalité ("tax shift"). Cela ouvre une marge d'interprétation...**

Nous avons d'abord rédigé le budget 2015 de l'Etat. Mais dans notre accord, il est question d'améliorer le système fiscal en Belgique. J'entends des critiques très contradictoires. Certains nous reprochent d'avoir déjà tout décidé. Et

dans le même temps, on nous dit que tout n'est pas clair. Par rapport à ce qui se fait habituellement, on est dans un accord assez précis. Qui repose sur un double choix clair : 1° tout l'assainissement se fait par des réductions de dépenses; 2° le produit des nouvelles taxes est intégralement consacrée à la compétitivité des entreprises et au pouvoir d'achat. Mais cet

accord laisse des marges de négociation. Sinon le gouvernement peut partir en vacances.

**Le PS voit dans vos mesures une menace pour la protection sociale...**

C'est de la malhonnêteté intellectuelle. Nous avons par exemple convenu de fixer la norme de croissance des dépenses en soins de santé à 1,5%. Or, 1,5%, c'est la croissance réelle annuelle des dépenses en soins de santé sous la législature précédente. La seule chose que nous avons faite, c'est ajuster la norme de croissance à la réalité. Nous n'avons effectué aucune coupe dans la sécurité sociale. Pas plus que nous n'avons touché à la TVA sinon quelques adaptations très limitées. C'est vrai qu'il y a un saut d'index. Mais on ne

retire pas de l'argent aux gens. Une non-indexation, c'est une non-augmentation de revenus. Le gouvernement précédent a également adapté l'indexation. Ce ne sont pas des mesures faciles à faire passer. Mais elles sont essentielles pour maintenir notre système de protection sociale en Belgique. Je ne rêve pas d'une société où il faut se battre pour avoir une couverture minimale de soins de santé pour tous comme aux Etats-Unis. Mais pour éviter cela, on doit créer des nouveaux emplois et protéger ceux qui existent déjà.

**“Dans un système politique comme le nôtre, avec des gouvernements de coalition, chacun peut amener les préoccupations qui sont les siennes à la table du Conseil des ministres.”**

## “L'opposition travestit, caricature les choses”

### Les syndicats ne semblent pas d'accord avec vos recettes.

Ce n'est pas la “suédoise” qui a soudainement mis la concertation sociale en difficulté. Cela fait plusieurs années que la concertation sociale est en difficulté dans notre pays. Et ce n'est pas étonnant. On le voit dans tous les pays qui ont une grande tradition de la concertation quand la situation économique est difficile. Par ailleurs, dès lors que cette coalition inédite a fait des choix clairs, j'accepte qu'il y ait des interpellations, des inquiétudes. Le gouvernement sera à l'écoute de ces inquiétudes. Et expliquera les raisons des orientations prises. Je le répète, il y a un espace pour la négociation.

### Une marge de quelle nature ?

Prenez le relèvement de l'âge légal de la retraite de 65 à 67 ans dès 2030. Il faudra prendre des mesures transitoires, s'entendre sur les métiers pénibles, etc. On aurait pu faire comme on a souvent fait dans le passé : dire que la réforme est indispensable et charger les partenaires sociaux de la rédiger. Au bout du compte, il n'y aurait pas eu de décisions. Pour nous, cela aurait été plus confortable de laisser la réforme au prochain gouvernement. Mais moi, je ne serai pas un Premier ministre qui renvoie l'addition aux générations suivantes.

### La manifestation nationale du 6 novembre a réuni environ 120 000 personnes contre le gouvernement. Une bonne partie de l'opinion publique rejette la “suédoise”.

Qui peut dire précisément quelles sont les motiva-

tions de toutes ces 120 000 personnes qui ont défilé dans la rue ? Vous pouvez le dire ? Moi pas. Il y a beaucoup de raisons différentes qui ont amené les gens à participer à cette manifestation. Il y a une grande préoccupation par rapport aux orientations prises par le gouvernement fédéral. Mais pas seulement. Dans certaines entités fédérées, on supprime le bonus-logement, on s'en prend aux titres-services, avec un impact direct pour l'emploi et le pouvoir d'achat.

### Donc, les manifestants voulaient dénoncer l'austérité dans les Régions et à la Fédération Wallonie-Bruxelles ?

On a une situation dans les entités fédérées où des décisions difficiles doivent aussi être prises. Et c'est normal puisque la situation sociale est difficile partout. Et pas seulement en Wallonie d'ailleurs. Les citoyens perçoivent que des mesures vont devoir être prises qui modifient certaines situations considérées comme acquises. Mais je retiens de cette perception de la part de la population que l'on doit beaucoup mieux expliquer les choses. En outre, il y a une opposition qui fait beaucoup de commentaires mais qui parfois travestit, caricature les choses.

### Un exemple ?

La presse indique que le gouvernement va réduire l'avantage fiscal en matière d'épargne-pension, mais c'est totalement faux. Le gouvernement va simplement ne pas indexer par rapport à l'année précédente l'avantage fiscal. On tronque donc totalement les choses...

### Vous êtes accusé de détricoter la sécurité sociale. Aussi une caricature ?

En matière de sécurité sociale, certains donnent le message que l'on coupe dans les budgets dans les soins de santé, que l'on réduit les budgets pour les pensions. C'est totalement faux puisque les budgets vont augmenter de manière significative. Moins que ce qui était théoriquement prévu ces dernières années, ça, c'est vrai, mais il y aura tout de même une croissance de 10 ou 11 milliards d'euros. Le débat démocratique n'est pas simple : l'opposition a le droit de mentir, de caricaturer...

### Allez-vous réussir à calmer les syndicats à l'égard des mesures “suédoises” ?

Je ne fais pas de pronostic. On va tout mettre en œuvre de bonne foi pour tenter de convaincre chacun de participer à la prise de responsabilité. La déclaration gouvernementale prévoit des espaces de concertation.

### La FGTB dit : on ne négocie pas tant qu'il y a un saut d'index...

Je ne répondrai pas par voie de presse à ce genre de déclarations. C'est la liberté de la FGTB d'avoir cette opinion-là. La discussion a été amorcée. Chacun doit faire un pas l'un vers l'autre. J'espère pouvoir ramener les représentants des employeurs et les syndicats à se parler.

# “Paul Magnette fait de la provocation communautaire”

## L'opposition a été très dure depuis le début. Une surprise ?

Le départ de cette coalition gouvernementale a donné lieu à un spectacle politique totalement inédit, sans dignité. Pour la première fois depuis très longtemps, on a vu une opposition qui a pratiqué l'intimidation, la pression et le brouhaha et a empêché un débat serein et calme où chacun peut présenter ses arguments. Je pensais bien qu'il serait très difficile, pour un parti qui a été au gouvernement pendant un quart de siècle, d'aller dans l'opposition. Certains étant ministres depuis plus de 20 ans de manière ininterrompue... Je m'attendais à des réactions très dures, mais pas à un tel manque de dignité dans le débat démocratique.

## Vous parlez de la sortie de Laurette Onkelinx à la Chambre lors de la déclaration gouvernementale. Mais ses attaques étaient liées aux déclarations et fréquentations polémiques des ministres N-VA Jan Jambon et Theo Francken...

Je n'ai pas l'ombre d'un doute sur le fait que, dans n'importe quelle autre circonstance, nous aurions assisté à ce triste spectacle lors de l'installation du gouvernement. Il y avait tout l'espace dans le cadre du débat parlementaire pour revenir sur l'ensemble des interpellations par la suite.

## Quand on voit ces difficultés, la présence de la N-VA dans le gouvernement va-t-elle poser problème pour la suite ?

Il y a une instrumentalisation terrible, hallucinante... Les socialistes n'ont jamais été dérangés de gouverner avec la N-VA depuis des années en Flandre. Et Paul Magnette, ministre-Président wallon, qui maintenant ne veut pas accueillir Jan Jambon à Charleroi... C'est une démarche incompréhensible puisque Paul Magnette a écrit un livre il y a deux ans sur le nationalisme où il explique que la N-VA est un parti démocratique et que le PS doit pouvoir parler et dialoguer avec ce parti... Le comportement de Paul Magnette est une démarche pré-séparatiste, une provocation communautaire. Ces attitudes ne sont pas responsables et mettent l'intérêt "court-termiste" d'un parti au-dessus du respect de nos institutions. Au moment des Fêtes de Wallonie, on entend des discours la main sur le cœur où l'on dit que l'on veut de la loyauté fédérale. C'est ça la loyauté fédérale ? Et quelles auraient été les réactions du côté francophone si un bourgmestre N-VA avait refusé d'accueillir un ministre PS ?

## La communication du gouvernement semble connaître un peu de flottement et de contradictions au sein de l'équipe : sur la dépénalisation du cannabis, sur la prolongation ou non des centrales nucléaires après 2025...

Je refuse cette tentative de dramatisation. Le gouvernement est en place depuis moins d'un mois et l'accord de gouvernement est très clair. Dans le même temps, il n'est pas anormal ni scandaleux qu'un ministre en charge d'un département exprime un commentaire. On a le sentiment que l'on tente de monter la moindre chose en épingle comme étant un drame, un couac. Mais il y a un ajustement dans la communication qui est, en permanence, indispensable.

## On dit que le vrai chef du gouvernement, c'est le bourgmestre d'Anvers, Bart De Wever...

Je n'ai pas l'intention de réagir à chaque peau de banane ou à chaque grenade de l'opposition. L'opposition fait en outre un mauvais procès à la N-VA et à Bart De Wever. Je constate que ce sont bien les membres du gouvernement qui sont dans le processus de décision. Il n'y a pas d'immixtion des présidents de parti dans les décisions du gouvernement.

## Il y a les déclarations de l'opposition mais il y a aussi le comportement assez libre de vos partenaires. Par exemple, la N-VA qui veut supprimer le terme "nationale" de la commission de la Défense nationale à la Chambre...

Alors, ça, c'est hallucinant. En 1999, André Flahaut, PS, ministre de la Défense nationale, transforme son ministère en "Défense". Il le fait simplement en modifiant les logos et les papiers à en-tête de l'armée. Tous les ministres qui se sont succédé ensuite sont devenus des ministres de la Défense. Personne n'a eu la moindre émotion par rapport à cela. Et, de manière banale, la question vient sur la table pour la Chambre : faut-il dire "Defensie" plutôt que "Landsverdediging" ? Cette question a été montée en épingle par l'opposition. S'ils n'ont que ça comme matière pour dire qu'il y a un problème au gouvernement, permettez-moi de dire que tout cela est bien léger.

*“Je n'ai pas l'intention de réagir à chaque peau de banane ou à chaque grenade de l'opposition.”*

*“L'opposition fait en outre un mauvais procès à la N-VA et à Bart De Wever.”*

CHARLES MICHEL